

Pas de financement durable des retraites sans une reindustrialisation et une économie en croissance.

C'est d'abord en sortant de la politique d'austérité générale qui gagne l'Europe et en activant la croissance par une politique industrielle, de recherche et de formation, seule de nature à augmenter le nombre d'emplois et donc de cotisants – soit en engageant une action concertée et coopérative de la zone euro soit en sortant de la zone euro pour défendre nos intérêts propres – que seront notamment trouvés les moyens de financer les retraites de demain.

L'augmentation de l'âge de départ en retraite n'a aucun sens quand on sait que plus de la moitié des personnes de 57 à 60 ans ne travaillent plus et que les jeunes de 20 à 30 ans galèrent pour entrer sur la marché du travail. Ce qui est prioritaire, c'est de donner à chacun la possibilité réelle de cotiser pour une carrière complète.

La spéculation financière effrénée qui est à l'origine de la crise économique actuelle conduit à deux priorités pour la réforme des retraites :

- les régimes de base doivent être confortés comme régimes par répartition qui fondent les retraites sur la confiance dans l'avenir et la cohésion sociale, c'est-à-dire sur l'exigence républicaine, en conduisant les cotisants d'aujourd'hui à financer les retraites d'aujourd'hui et à refuser d'augmenter la part de capitalisation, qui ne ferait qu'alimenter la spéculation financière ;

- l'assiette des revenus faisant l'objet de cotisation doit être franchement élargie aux revenus de la sphère financière : taxation sur les placements off shore par les banques et firmes françaises, prélèvement sociaux sur les bonus et les stock options, augmentation du forfait social de l'intéressement et de la participation, CSG sur les revenus du capital encore exonérés.

Le droit à la retraite doit être lié à l'espérance de vie. Les négociations sur les travaux pénibles, infructueuses depuis des années, doivent conduire à des décisions. La durée nécessaire de cotisation pour une retraite pleine doit être clairement liée à l'espérance de vie des grandes catégories sociales et professionnelles. Toute mesure indistincte d'augmentation du nombre d'années de cotisations nécessaire pour une retraite pleine conduirait à une aggravation des inégalités et à une explosion du nombre des petites pensions. Il est en outre nécessaire de prévoir un mécanisme de relèvement des petites pensions sur la longue durée.

L'avenir des retraites est une question de confiance : Seul un système juste trouvera les moyens de son financement. Ces moyens dépendent avant tout du retour à la croissance, qui serait fortement entravé par la multiplication en Europe des politiques d'austérité. C'est au contraire par la volonté du pays de retrouver son dynamisme industriel et sa capacité de créer des emplois que seront dégagés les moyens d'assurer l'avenir de nos retraites.



Le capitalisme financier de modèle anglo-saxon, déréglementé et globalisé est entré dans une crise de longue durée. Pour tenter de sauver le système, les réponses libérales de droite comme de gauche feront supporter aux peuples une politique d'austérité injuste et inacceptable. Rejetant ce système depuis Maastricht, le **Mouvement Républicain et Citoyen de Jean Pierre Chevènement** affirme que seul un **Programme de Salut Public** pourra nous sortir de la crise.

*La fédération de Côte d'Or
du MOUVEMENT REPUBLICAIN ET CITOYEN,
vous invite
à une présentation de ce programme.*

Le jeudi 3 juin à 18 h
au Centre de rencontres internationales
1 avenue Champollion 21000 Dijon
salle York

par

par Patrick Quinqueton

**Membre du secrétariat national du MRC
Haut fonctionnaire ancien inspecteur du travail.**



POUR UN PROGRAMME DE SALUT PUBLIC !

Souvenez-vous, c'était il y a 10 ans ! Les attentats du 11 septembre n'avaient pas eu lieu. La Chine ne semblait pas à ce point conquérante sur le plan économique. L'euro valait seulement un dollar. Le modèle néo-libéral américain et anglais était montré en exemple au monde entier. La bourse et la " création de valeur pour l'actionnaire " étaient les alpha et omega de la pensée unique médiatique. Les Etats-Unis n'étaient pas encore enlisés sur deux fronts, en Irak et en Afghanistan. La Russie ne se relevait pas de la chute du communisme. Le Brésil ne s'imaginait pas encore organiser les jeux olympiques. La liste pourrait s'allonger, qui prouverait à quel point le monde a changé en dix ans, et comment le prêt à penser conformiste n'est plus en mesure *de faire face au monde tel qu'il est*.

Le Mouvement Républicain et Citoyen, présidé par Jean-Pierre Chevènement (sénateur du Territoire de Belfort), conscient des immenses mutations à l'œuvre sous le double mouvement de la globalisation financière et de la constitution d'un monde multipolaire fait de grandes puissances nationales, propose aux citoyens français un **programme de salut public en dix points** pour la France, à la hauteur des enjeux de la crise.

1 - Lutter contre la concurrence déloyale du dollar et des pays à très bas salaires

- Entre la concurrence déloyale du dollar et celle des bas salaires de la Chine, la France doit affirmer son indépendance stratégique en œuvrant de manière déterminée pour un euro moins cher contre le dollar et pour la mise en œuvre de protections commerciales à l'échelle de l'Europe (à 27 ou à défaut à 6), réponses les plus sérieuses aux délocalisations et à la pression à la baisse sur les salaires. La France doit rechercher la coopération de l'Allemagne à cette stratégie, ainsi que la mise en place d'un gouvernement économique de la zone euro. A défaut, la sortie de la zone euro de plusieurs pays dont la France s'imposera comme le seul moyen d'échapper à l'asphyxie.

2 - Programmer le retour au plein emploi

- La priorité absolue doit être accordée à la protection des emplois industriels, agricoles et dans les services existants par une protection commerciale européenne, la taxation plus forte des suppressions d'emplois par les grands groupes, le soutien à l'emploi non délocalisable, un statut du travail dans les activités de service à la personne, etc.

3 - Nouer des partenariats avec les puissances émergentes

- La France doit mener une politique étrangère de construction de grands partenariats avec les puissances émergentes (Russie, Inde, Brésil, etc.), seule politique réaliste pour échapper à l'étau sino-américain qui structurera le début du XXI^{ème} siècle. Il ne saurait par ailleurs être question pour la France de renoncer à son siège au Conseil de sécurité des Nations Unies ou de le partager, ni de demeurer dans le commandement intégré de l'OTAN.

4 - Lutter à l'échelle planétaire contre la dégradation de l'environnement

- La politique environnementale doit prendre acte des grands déséquilibres écologiques et orienter une très grande partie de l'effort de recherche vers les projets de captation du Co2 et d'énergies propres (incluant le nucléaire de 4^{ème} génération). Ces grands projets doivent aider les pays émergents à se développer sans dégrader l'environnement.

5 - Desserrer l'étau de la dette en acceptant une inflation modérée

- L'explosion des dettes privées et publiques dans les grands pays industrialisés rend d'ores et déjà très difficile leur remboursement. L'acceptation d'un taux d'inflation modéré de l'ordre de 5 % par an peut aider à soulager de manière décisive le poids que font peser sur les économies ces dettes. Le pouvoir d'achat des ouvriers et des employés sera garanti par une échelle mobile des salaires.

6 - Nationaliser les banques subventionnées par des fonds publics

- Le système bancaire doit être profondément assaini par la nationalisation des banques ayant reçu des aides publiques et la séparation légale des banques de dépôt et des banques d'affaires. Il doit être mis un terme au système des bonus extravagants dans les activités prédatrices pour l'économie. De nouvelles réglementations nationales, européennes et internationales doivent encadrer drastiquement les activités financières.

7 - Lancer une politique industrielle ambitieuse

- Une politique industrielle ambitieuse doit être lancée urgemment à partir d'un emprunt national dans les domaines d'intérêt stratégique pour la France : réseaux haut-débit et fibre optique, réseaux de ferroutage, isolation des logements, énergies propres et renouvelables, automobile propre, nanotechnologies, biotechnologies, matériaux du futur, etc. Ces grands investissements prépareront les 50 prochaines années.

8 - Rendre le logement plus abordable pour les familles

- Le logement devient une charge de plus en plus lourde dans le budget des familles et des personnes seules, qu'il faut réduire. Le parc locatif public doit être soutenu par la création de logements à loyer abordables et de qualité. Un programme national pour les logements sociaux et privés de rénovation et d'économies d'énergie doit être engagé afin de réduire la facture énergétique des locataires. Les avantages fiscaux qui encouragent la spéculation immobilière seront supprimés.

9 - Revenir à des impôts progressifs en fonction de la richesse des ménages

- Prenant acte de l'envolée des plus hauts salaires et de la concentration du capital, immobilier en particulier, une réforme de la fiscalité nationale et locale sera engagée pour donner la priorité absolue à la réduction des inégalités, par la suppression du bouclier fiscal, le retour à la progressivité de l'impôt selon les ressources et le rétablissement de l'impôt sur les successions pour les patrimoines supérieurs à 500 000 euros.

10 - Développer l'égalité républicaine

- Les services publics, éléments essentiels de l'identité républicaine de la France, doivent être adaptés aux nouveaux besoins des citoyens (éducation, santé, eau, réseaux Internet, transports). Leurs moyens doivent être développés par une contribution de l'ensemble des revenus, en particulier financiers, à l'effort de cohésion nationale. Des services publics forts et modernisés, en particulier dans les zones rurales, périurbaines ou les banlieues populaires, seront un levier puissant de l'égalité entre tous les citoyens.

Je contacte le Mouvement Républicain et Citoyen

Ce document est la partie condensée d'un programme de salut public plus complet.
Si vous souhaitez obtenir ce dernier, contactez-nous :

Gérard Pierre MRC21, 5 rue Stendhal, 21000 Dijon
gerard.pierre@mrc21.org
06 16 85 59 14